

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 27 novembre au 4 décembre 2024

**Le chancelier Olaf Scholz promet une livraison rapide d'armes à l'Ukraine.** A l'occasion de sa deuxième visite depuis le début de l'invasion russe, le chancelier a promis que l'Allemagne resterait le soutien le plus fort de l'Ukraine en Europe, annonçant la livraison d'équipements militaires d'une valeur de 650 millions d'euros avant la fin du mois de décembre, ce qui était déjà prévu initialement. Toutefois, alors qu'il est en pleine campagne électorale, Scholz persiste à refuser la livraison des missiles longue portée Taurus, que l'Ukraine réclame depuis longtemps. Cette décision, motivée par la crainte d'une escalade du conflit, suscite de vives critiques en Allemagne, qu'elles proviennent des Verts, du FDP ou de la CDU/CSU. Le chef de la CDU, Friedrich Merz, a déclaré en interview que, s'il venait à être élu chancelier, il n'hésiterait pas à autoriser l'Ukraine à adresser un ultimatum à Poutine si les bombardements sur la population civile ne cessaient pas. Dans ce cas, il livrerait les missiles Taurus une semaine plus tard.

**Markus Söder, ministre-président de la Bavière, demande à l'Allemagne de prendre clairement position en faveur de la voiture électrique.** Il suggère notamment de réintroduire une prime pour l'achat de voitures électriques et de baisser le prix de l'électricité pour l'industrie. Il a demandé au gouvernement fédéral de « s'engager clairement en faveur de la voiture électrique » et a suggéré que des mesures soient prises pour améliorer l'infrastructure de recharge, réduire la bureaucratie et alléger les charges, par exemple en abaissant le péage pour les camions. Il s'est engagé en faveur d'un « tournant automobile » axé sur « plus d'innovation et de technologie ».

**La direction du parti d'extrême droite AfD entend reprendre le contrôle de sa branche jeunesse, *Junge Alternative*, jugée extrémiste de droite par les services de renseignement allemands.** Alice Weidel, co-présidente de l'AFD, a expliqué que cette refonte vise à imposer à tout membre de l'AFD de moins de 36 ans d'être membre de la JA, ce qui permettrait de réduire son autonomie et de resserrer les liens entre les deux structures. Les changements seront soumis aux membres de l'AFD lors du prochain congrès du parti les 11 et 12 janvier prochains.

**La ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a de nouveau averti la Chine de ne pas soutenir la Russie dans la guerre en Ukraine.** Après un entretien de trois heures à Pékin avec son homologue chinois, Wang Yi, la ministre a insisté, esseulée par le ministre lors de la conférence de presse qui a suivi, sur l'intérêt commun que constitue la paix en Europe et sur les répercussions mondiales d'une prise de position chinoise en faveur du conflit.

**La retraite après 67 ans, bientôt une réalité en Allemagne ?** Le passage à la retraite à 67 ans n'entrera en vigueur qu'en 2031, mais la question d'une éventuelle augmentation de l'âge de départ à la retraite se pose déjà. En effet, compte tenu de l'évolution démographique, cette mesure ne suffira pas à équilibrer le système de retraite allemand.

**La plus grande plateforme de commerce de biens et services illégaux en ligne en langue allemande a été démantelée.** Un administrateur de *Crimenetwork* a été arrêté par les enquêteurs de l'Office central de lutte contre la criminalité sur Internet (ZIT) et de l'Office fédéral de police criminelle (BKA). Des valeurs patrimoniales d'environ un million d'euros en cryptomonnaies ont été saisies ainsi que de nombreuses données d'utilisateurs et de transactions, qui serviront à poursuivre l'élucidation des structures criminelles derrière la plateforme.

**L'affaire du « Jour-J » ébranle le Parti libéral allemand (FDP).** Le FDP aurait depuis longtemps œuvré en vue de la fin de la coalition « feux tricolores », comme le montre un document stratégique dans lequel des termes militaires tels que « Jour-J » et « bataille ouverte en campagne » sont utilisés. Après avoir pris connaissance de ce document controversé, le secrétaire général du parti, Bijan Djir-Sarai, a démissionné vendredi. Dans une déclaration succincte, il a déclaré qu'il assumait sa responsabilité politique afin d'éviter tout dommage à sa crédibilité et à celle du FDP. Le chef du FDP, Christian Lindner, a nié avoir eu connaissance de ce document, mais a reconnu que son parti avait commis des erreurs. Après une réunion des instances du parti le 2 décembre à Berlin, Lindner a déclaré qu'il y avait eu au siège du FDP des « erreurs de processus et de communication » dans le traitement des réunions et documents internes après l'échec de la coalition « feux tricolores ». Il a déclaré qu'il le regrettait vivement, car cela avait permis aux adversaires politiques de mettre en doute la sincérité des intentions.



## PARLEMENT PARTIS PERSONNES

En vue des élections législatives du mois de février, **Friedrich Merz**, le candidat à la chancellerie de la CDU/CSU, estime que son parti a plus de points communs avec les Verts qu'avec le SPD en matière de politique étrangère. Tout en soulignant que ceci ne vaut pas pour la politique économique, il a toutefois affirmé que les citoyens allemands devaient être les premiers à s'exprimer avant toute discussion avec les partis « du centre de l'échiquier politique » pour donner une nouvelle direction à la politique allemande.



## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**20.038**

Pour la première fois de son histoire, l'indice DAX de la Bourse de Francfort a franchi la barre des 20.000 points. La perspective d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et dans la zone euro a poussé l'indice à la hausse. Cela s'explique par le fait que les entreprises du DAX réalisent la grande majorité de leur chiffre d'affaires à l'étranger et ont donc les yeux rivés sur les États-Unis et l'Asie, où les marchés sont en pleine forme. La récession, la crise économique et les plans sociaux à répétition ne freinent pas les investisseurs qui misent avant tout sur la reprise en 2025, celle-ci pouvant être encouragée par les prochaines élections et l'espoir que le nouveau gouvernement donne une impulsion à la croissance allemande.